Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DiPP-Bicpe/NP

**Arrêté préfectoral complémentaire imposant à la SAS POLIMERI EUROPA FRANCE la surveillance pérenne des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique (2ème phase) pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à LOON-PLAGE et MARDYCK**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

Vu la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

Vu la directive 2008/105/EC du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment son titre 1er des parties réglementaires et législatives du Livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R511–9 du Code de l'Environnement ;

Vu le décret n°2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

.../...

Vu l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté du 12 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux préVu à l'article R. 212-3 du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2010 approuvant le schéma national des données sur l'eau ;

Vu le rapport d'étude de l'INERIS N°DRC-07-82615-13836C du 15/01/2008 faisant état de la synthèse des mesures de substances dangereuses dans l'eau réalisées dans certains secteurs industriels ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 21/09/1994 et 23/10/2008 ou autre acte administratif antérieur autorisant la SAS POLIMERI EUROPA FRANCE à exercer ses activités relevant de la nomenclature des Installations Classées, route des Dunes sur le territoire de la commune de MARDYCK et LOON-PLAGE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 05 mars 2010 prescrivant la surveillance initiale RSDE ;

Vu le rapport établi par SGS en date du 19 avril 2012 présentant les résultats d'analyses menées dans le cadre de la recherche initiale de substances dangereuses dans les rejets aqueux de l'établissement ;

Vu le rapport du 4 mars 2013 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 16 avril 2013 ;

Considérant l'objectif de respect des normes de qualité environnementale dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE ;

Considérant les objectifs du SDAGE Artois-Picardie et son programme de mesures associé pour reconquérir ou maintenir le bon état des masses d'eau ;

Considérant les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixées dans la circulaire DE/DPPR du 07 mai 2007 ;

.../...

Considérant la nécessité d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dangereuses dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement puis de déclarer les niveaux d'émission de ces substances dangereuses afin de proposer le cas échéant des mesures de réduction ou de suppression adaptées ;

Considérant les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

Considérant les flux de substances dangereuses rejetés par l'établissement ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

Article 1 : Objet

La SAS POLIMERI EUROPA FRANCE dont le siège social est situé 4351 route des Dunes BP 59 59279 MARDYCK et LOON-PLAGE, est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations situées à la même adresse, sous réserve du respect des prescriptions des actes administratifs antérieurs complétées par celles du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à fixer les modalités de surveillance et de déclaration des rejets de substances dangereuses dans l'eau qui ont été identifiées à l'issue de la surveillance initiale.

Les prescriptions des actes administratifs antérieurs en date des 21/09/1994 et 23/10/2008 sont complétées par celles du présent arrêté.

Article 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses

2.1 Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 (téléchargeable sur le site www.rsde.ineris.fr).

2.2 Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduaires», pour chaque substance à analyser.

2.3 L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 :
1. Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduaires » comprenant a minima :
   a/ Numéro d'accréditation
   b/ Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées
2. Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels
3. Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances qui doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire.
4. Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'annexe 2 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

.../...

2.4 Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures préVues à l'article 3 du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3 de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

2.5 Les mesures de surveillance des rejets aqueux déjà imposées à l'industriel par l'arrêté préfectoral sur des substances mentionnées dans le présent arrêté peuvent se substituer à certaines mesures visées dans le présent arrêté, sous réserve du respect des conditions suivantes :
- la fréquence de mesures imposée dans le présent arrêté est respectée,
- les modalités de prélèvement et d'analyses pour les mesures de surveillance répondent aux exigences de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009, notamment sur les limites de quantification.

Article 3 : Mise en œuvre de la surveillance pérenne

L'exploitant met en œuvre sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté le programme de surveillance au point de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

| Nom du rejet | *Substance* | Périodicité | *Durée de chaque prélèvement* | *Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l* |
|---|---|---|---|---|
| Sortie Station d'épuration Bassin de rejets B3316 | - Chloroforme (trichlorométhane)<br>- Octylphénols | 1 mesure par trimestre | 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation | -1 |

(1) Les limites de quantification pour l'analyse des substances doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Article 4 : Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets

4.1 Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux
Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 3 du présent arrêté sont saisis dans le mois suivant ces mesures sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement préVu à cet effet (GIDAF, htpps://gidaf.developpement-durable.gouv.fr).

4.2 Déclaration annuelle des émissions polluantes
Les substances faisant l'objet de la surveillance pérenne décrite à l'article 3 du présent arrêté doivent faire l'objet d'une déclaration annuelle conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (déclaration GEREP). Ces déclarations peuvent être établies à partir des mesures de surveillance préVues à l'article 3 du présent arrêté ou par toute autre méthode plus précise validée par les services de l'inspection.

Article 5 : Infractions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives préVues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

.../...

Article 6 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou l'affichage de cette décision.

Article 7 : Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire de DUNKERQUE,
- Maire de LOON-PLAGE,
- Maire de MARDYCK,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En Vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairies de DUNKERQUE, LOON-PLAGE et MARDYCK et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairies de DUNKERQUE, LOON-PLAGE et MARDYCK pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,

- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant, ainsi que sur le site internet de la Préfecture du Nord (www.nord.gouv.fr- rubrique Annonces et Avis – Installations classées – Autres installations classées – Arrêtés complémentaires).

-

Fait à Lille, le 06 JUIN 2013

Le préfet,

P.J. : 2 annexes

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général adjoint

Eric AZOULAY

PRÉFECTURE DU NORD

**ANNEXE 1 : TABLEAU DES PERFORMANCES ASSURANCE QUALITE (annexe 5.2 de la circulaire du 5 janvier 2009)**

| Substance | Code SANDRE | Catégorie de Substance : *-1 = dangereuses prioritaires, - 2 = prioritaires, - 3 = pertinentes liste 1, - 4 = pertinentes liste 2* *(cf :article 4.2. de l'AP)* | Limite de quantification à atteindre par les laboratoires : LQ en µg/l *(source : annexe 5.2 de l'annexe 5 de la circulaire du 05/01/2009)* |
|---|---|---|---|
| Nonylphénols | 6598 | 1 | **0,1** |
| NP1OE | *demande en cours* | 1 | **0,1*** |
| NP2OE | *demande en cours* | 1 | **0,1*** |
| Octylphénols | 6600 | 2 | **0,1** |
| OP1OE | *demande en cours* | 2 | **0,1*** |
| OP2OE | *demande en cours* | 2 | **0,1*** |
| 2 chloroaniline | 1593 | 4 | **0,1** |
| 3 chloroaniline | 1592 | 4 | **0,1** |
| 4 chloroaniline | 1591 | 4 | **0,1** |
| 4-chloro-2 nitroaniline | 1594 | 4 | **0,1** |
| 3,4 dichloroaniline | 1586 | 4 | **0,1** |
| *Chloroalcanes $C_{10}$-$C_{13}$* | *1955* | 1 | **10** |
| Biphényle | 1584 | 4 | **0,05** |
| Epichlorhydrine | 1494 | 4 | **0,5** |
| Tributylphosphate | 1847 | 4 | **0,1** |
| Acide chloroacétique | 1465 | 4 | **25** |
| Tétrabromodiphényléther (BDE 47) | 2919 | 2 | La quantité de MES à prélever pour l'analyse devra permettre d'atteindre une LQ dans l'eau de 0,05µg/l pour chaque BDE. |
| Pentabromodiphényléther (BDE 99) | 2916 | 1 | |
| Pentabromodiphényléther (BDE 100) | 2915 | 1 | |
| Hexabromodiphényléther BDE 154 | 2911 | 2 | |
| Hexabromodiphényléther BDE 153 | 2912 | 2 | |
| Heptabromodiphényléther BDE 183 | 2910 | 2 | |
| Décabromodiphényléther (BDE 209) | 1815 | 2 | |
| Benzène | 1114 | 2 | **1** |
| Ethylbenzène | 1497 | 4 | **1** |
| Isopropylbenzène | 1633 | 4 | **1** |
| Toluène | 1278 | 4 | **1** |
| Xylènes (Somme o,m,p) | 1780 | 4 | **2** |
| Hexachlorobenzène | 1199 | 1 | **0,01** |
| Pentachlorobenzène | 1888 | 1 | **0,02** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1,2,3 trichlorobenzène | 1630 | 2 | **1** |
| 1,2,4 trichlorobenzène | 1283 | 2 | **1** |
| 1,3,5 trichlorobenzène | 1629 | 2 | **1** |
| Chlorobenzène | 1467 | 4 | **1** |
| 1,2 dichlorobenzène | 1165 | 4 | **1** |
| 1,3 dichlorobenzène | 1164 | 4 | **1** |
| 1,4 dichlorobenzène | 1166 | 4 | **1** |
| 1,2,4,5 tétrachlorobenzène | 1631 | 4 | **0,05** |
| 1-chloro-2-nitrobenzène | 1469 | 4 | **0,1** |
| 1-chloro-3-nitrobenzène | 1468 | 4 | **0,1** |
| 1-chloro-4-nitrobenzène | 1470 | 4 | **0,1** |
| Pentachlorophénol | 1235 | 2 | **0,1** |
| 4-chloro-3-méthylphénol | 1636 | 4 | **0,1** |
| 2 chlorophénol | 1471 | 4 | **0,1** |
| 3 chlorophénol | 1651 | 4 | **0,1** |
| 4 chlorophénol | 1650 | 4 | **0,1** |
| 2,4 dichlorophénol | 1486 | 4 | **0,1** |
| 2,4,5 trichlorophénol | 1548 | 4 | **0,1** |
| 2,4,6 trichlorophénol | 1549 | 4 | **0,1** |
| Hexachloropentadiène | 2612 | 4 | **0,1** |
| 1,2 dichloroéthane | 1161 | 2 | **2** |
| Chlorure de méthylène (dichlorométhane) | 1168 | 2 | **5** |
| Hexachlorobutadiène | 1652 | 1 | **0,5** |
| Chloroforme | 1135 | 2 | **1** |
| Tétrachlorure de carbone | 1276 | 3 | **0,5** |
| Chloroprène | 2611 | 4 | **1** |
| 3-chloroprène (chlorure d'allyle) | 2065 | 4 | **1** |
| 1,1 dichloroéthane | 1160 | 4 | **5** |
| 1,1 dichloroéthylène | 1162 | 4 | **2,5** |
| 1,2 dichloroéthylène | 1163 | 4 | **5** |
| Hexachloroéthane | 1656 | 4 | **1** |
| 1,1,2,2 tétrachloroéthane | 1271 | 4 | **1** |
| Tétrachloroéthylène | 1272 | 3 | **0,5** |
| 1,1,1 trichloroéthane | 1284 | 4 | **0,5** |
| 1,1,2 trichloroéthane | 1285 | 4 | **1** |
| Trichloroéthylène | 1286 | 3 | **0,5** |
| Chlorure de vinyle | 1753 | 4 | **5** |
| Anthracène | 1458 | 1 | **0,01** |
| Fluoranthène | 1191 | 2 | **0,01** |
| Naphtalène | 1517 | 2 | **0,05** |
| Acénaphtène | 1453 | 4 | **0,01** |
| Benzo (a) Pyrène | 1115 | 1 | **0,01** |
| Benzo (k) Fluoranthène | 1117 | 1 | **0,01** |
| Benzo (b) Fluoranthène | 1116 | 1 | **0,01** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Benzo (g,h,i) Pérylène | 1118 | 1 | **0,01** |
| Indéno (1,2,3-cd) Pyrène | 1204 | 1 | **0,01** |
| Cadmium et ses composés[1] | 1388 | 1 | **2** |
| Plomb et ses composés | 1382 | 2 | **5** |
| Mercure et ses composés | 1387 | 1 | **0,5** |
| Nickel et ses composés | 1386 | 2 | **10** |
| Arsenic et ses composés | 1369 | 4 | **5** |
| Zinc et ses composés | 1383 | 4 | **10** |
| Cuivre et ses composés | 1392 | 4 | **5** |
| Chrome et ses composés | 1389 | 4 | **5** |
| Tributylétain cation | 2879 | 1 | **0,02** |
| Dibutylétain cation | 1771 | 4 | **0,02** |
| Monobutylétain cation | 2542 | 4 | **0,02** |
| Triphénylétain cation | *demande en cours* | 4 | **0,02** |
| PCB 28 | 1239 | 4 | **0,01** |
| PCB 52 | 1241 | 4 | **0,01** |
| PCB 101 | 1242 | 4 | **0,01** |
| PCB 118 | 1243 | 4 | **0,01** |
| PCB 138 | 1244 | 4 | **0,01** |
| PCB 153 | 1245 | 4 | **0,01** |
| PCB 180 | 1246 | 4 | **0,01** |
| Trifluraline | 1289 | 2 | **0,05** |
| Alachlore | 1101 | 2 | **0,02** |
| Atrazine | 1107 | 2 | **0,03** |
| Chlorfenvinphos | 1464 | 2 | **0,05** |
| Chlorpyrifos | 1083 | 2 | **0,05** |
| Diuron | 1177 | 2 | **0,05** |
| alpha Endosulfan | 1178 | 1 | **0,02** |
| beta Endosulfan | 1179 | 1 | **0,02** |
| alpha Hexachlorocyclohexane | 1200 | 1 | **0,02** |
| gamma isomère, Lindane | 1203 | 1 | **0,02** |
| Isoproturon | 1208 | 2 | **0,05** |
| Simazine | 1263 | 2 | **0,03** |
| Demande Chimique en Oxygène ou Carbone Organique Total | 1314<br>1841 | Paramètres de suivi | **30000**<br>**300** |
| Matières en Suspension | 1305 | | **2000** |

1 .

Substances Dangereuses Prioritaires issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07) et de la directive fille de la DCE adoptée le 20 octobre 2008 (anthracène et endosulfan)

Substances Prioritaires issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07)

Autres substances pertinentes issues de la liste I de la directive 2006/11/CE (anciennement Directive 76/464/CEE) et ne figurant pas à l'annexe X de la DCE (tableau B de la circulaire du 07/05/07)

Autres substances pertinentes issues de la liste II de la directive 2006/11/CE (anciennement Directive 76/464/CEE) et autres substances, non SDP ni SP (tableaux D et E de la circulaire du 07/05/07)

Autres paramètres

## ANNEXE 2 : ATTESTATION DU PRESTATAIRE

Je soussigné(e)

(*Nom, qualité* ) .....

Coordonnées de l'entreprise :

.....

.....

(Nom, forme juridique, capital social, RCS, siège social et adresse si différente du siège)

.....

.....

- reconnais avoir reçu et avoir pris connaissance des prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique et des documents auxquels il fait référence.

- m'engage à restituer les résultats dans un délai de XXX mois après réalisation de chaque prélèvement [2]

- reconnais les accepter et les appliquer sans réserve.

A : Le :

Pour le soumissionnaire*, nom et prénom de la personne habilitée à signer le marché :

Signature :

Cachet de la société :

*Signature et qualité du signataire (qui doit être habilité à engager sa société) précédée de la mention « Bon pour acceptation »

---

[2] L'attention est attirée sur l'intérêt de disposer des résultats d'analyses de la première mesure avant d'engager la suivante afin d'évaluer l'adéquation du plan de prélèvement, en particulier lors des premières mesures.